

de fabrication, nous aurions obtenu davantage.

M. BURNHAM: Y a-t-il rien qui empêche mon honorable ami d'aller lui-même faire à Londres ces représentations.

M. KYTE: Il n'est pas payé pour cela.

M. MACDONALD: Je ne saisis pas la pertinence de la question de mon honorable ami.

M. BURNHAM: Je crois que l'honorable député qui qualifie une question courtoise d'impertinence. . . .

M. MACDONALD: J'ai dit la pertinence.

M. BURNHAM: J'en demande pardon à l'honorable député. Si je ne me trompe, mon honorable ami aurait dit que si, au début de cette guerre, l'on avait envoyé à Londres les gens qu'il fallait. . . .

M. MACDONALD: Non, ce n'est pas cela.

M. BURNHAM: Eh bien! à un moment quelconque de la guerre.

M. MACDONALD: Non, ce n'est pas cela.

M. BURNHAM: Eh bien, jamais, alors. Je n'ai sans doute pas saisi la pensée de mon collègue.

M. MACDONALD: C'est sans doute l'acoustique de cet édifice qui affecte l'ouïe de mon collègue, ou bien, comme l'a observé l'autre jour le député de Cap-Breton-Nord (M. McKenzie) le réveille-matin est encore parti. Mon collègue n'a pas bien saisi ma pensée. Qu'ai-je dit en effet? Si, au début de la guerre le bureau du haut commissaire eût été bien organisé commercialement et que nos représentants eussent donné aux autorités compétentes les renseignements voulus sur les facilités existant au Canada pour la fabrication des divers genres de fournitures de guerre, nous aurions reçu un bien plus grand nombre de commandes. C'est là le grief exprimé par nos hommes d'affaires par tout le pays; les usines des Etats-Unis battent leur plein et leurs ouvriers sont occupés à fabriquer des articles que le Canada aurait tout aussi facilement pu fournir. En outre, on a dit que si le Canada n'est pas en mesure de fabriquer certains articles à meilleur marché qu'aux Etats-Unis, il n'obtiendra pas de commandes.

Le très hon. sir ROBERT BORDEN: L'honorable député voudrait-il bien me citer l'autorité sur laquelle il appuie cette affirmation?

M. MACDONALD: Oui, s'il m'est permis d'aborder une question prêtant à dis-

cussion, celle des obus par exemple. Le premier ministre n'a-t-il jamais entendu dire que si au Canada on ne fabriquait pas les obus à meilleur marché qu'aux Etats-Unis, les commandes iraient aux Etats-Unis?

Le très hon. sir ROBERT BORDEN: Non.

M. MACDONALD: Le premier ministre n'a donc pas su ce que d'autres ont appris de sources autorisées en Angleterre. Je ne voudrais pas entrer dans les détails d'une conversation privée, mais j'en suis sûr, ce renseignement vient d'une source parfaitement autorisée. Sir George Perley est un homme assurément fort estimable, comme le savent tous ceux qui l'ont connu ici; seulement, il est allé à Londres à titre de "locum tenens", provisoirement sans s'inspirer de l'idée que tout haut commissaire doit viser à se faire une réputation, à titre de représentant du Canada. Il est allé à Londres tout simplement à titre de remplaçant provisoire, en attendant que le premier ministre nomme un titulaire inamovible. Peu importent les capacités, l'habileté d'un titulaire, ou les fonctions qu'il exerce; s'il ne déploie pas, dans leur exercice, toute l'énergie et tout l'enthousiasme qu'inspire à un homme la pensée de s'en acquitter du mieux possible et avec honneur pour lui-même, il n'obtiendra pas les meilleurs résultats.

Depuis deux ans, on se plaint au Canada que l'organisation commerciale du bureau du haut commissaire devrait reposer sur une plus large base. Avec tout le respect dû au distingué titulaire précédent, je dois dire, après avoir visité ce bureau, qu'il faudrait un plus grand nombre de Canadiens dans ce personnel, et qu'aujourd'hui, avant qu'il soit trop tard et à plus forte raison, à cause de la guerre, il faudrait effectuer une réorganisation immédiate de ce bureau, au sens commercial. On nous a dit ici même et on le répète dans le public, que la guerre une fois finie, on peut s'attendre à une période de prospérité. Ces prévisions, je l'espère, se réaliseront; mais le ministre du Commerce a exprimé de graves doutes sur leur vérité. Indubitablement, tant que la guerre durera, et peut-être pendant les quelques années qui la suivront la Grande-Bretagne sera une nation à fortes importations. Pourquoi ne pourrait-on pas l'engager à acheter davantage au Canada? On a beau dire à nos commerçants d'envoyer leurs représentants en Angleterre.

Des commerçants canadiens ont envoyé leurs représentants, mais ils ont difficile-